



Accueil > Monde > Tribunes

# La transparence dans le viseur américain

EMMANUEL ALLOA MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN PHILOSOPHIE 30 DÉCEMBRE 2014 À 18:46

**TRIBUNE** Dans la nuit du 23 décembre, une fois de plus, un adolescent noir a été tué par les balles d'un policier blanc. Pour empêcher que la colère embrase à nouveau le Missouri, les forces de l'ordre ont eu recours cette fois non pas aux gaz lacrymogènes, mais à une autre arme : la transparence. Quelques heures auront suffi pour que les autorités publient les images d'une caméra de surveillance. *«Nous nous efforçons par tous les moyens d'être aussi transparents que possible»*, explique Jon Belmar, le chef de la police de Saint Louis. Les images vidéo sont censées prouver que la victime, Antonio Martin, âgé de 18 ans, avait pointé une arme sur le policier et que ce dernier a agi en état de légitime défense.

Par définition toutefois, la promesse d'une transparence totale fera que l'on sera d'autant plus regardant. Or de fait, si l'on est sincère, sur ces bandes vidéo diffusées, on ne voit à peu près rien du tout et de surcroît, l'enregistrement s'interrompt juste avant la confrontation. Nous faisons preuve de respect pour la famille du mort, explique le colonel Belmar. Difficile bien sûr de parler encore de transparence totale. Mais peut-être que de toute manière, il ne s'agissait jamais de tout montrer, mais plutôt de faire montre que l'on se conforme aux nouveaux diktats de la communication.



Mais pour certains, le vrai problème est ailleurs : contrairement aux nouvelles consignes, le policier qui a tué Antonio Martin n'avait pas pris sa caméra individuelle. Le 1<sup>er</sup> décembre, à la lumière des émeutes dans le Missouri et ailleurs, le président Obama avait annoncé que le gouvernement américain mettrait à disposition 75 millions de dollars pour équiper de caméras individuelles les policiers à travers le pays, afin de permettre des enquêtes objectives.

Certes, on peut constater non sans une certaine ironie que pour y arriver, le gouvernement entend remplacer les vieilles caméras statiques par des caméras dites subjectives (les «body cams»). L'explication pour un tel investissement massif - chacune de ces mini-caméras coûte entre 800 et 1 000 dollars - est pourtant assez simple, comme le rappelle le vice-procureur général, Roy L. Austin : *«Autour de nous, chacun aura une caméra et tout le monde racontera l'histoire bien mieux que nous.»*

Lorsque dans l'affaire de Staten Island près de New York, où, en juillet, l'Afro-Américain Eric Garner était mort étouffé par un policier blanc, le grand jury prononça récemment un non-lieu, une guerre des récits s'ensuivit. Car l'été dernier déjà, un passant avait filmé la scène avec son téléphone portable et avait mis en ligne les images. Après le jugement du grand jury, la mère de la victime, Gwenn Carr lâcha : *«Je me demande quelle vidéo les jurés ont bien pu voir.»*

A cet égard, il est révélateur que le département de justice américain lui-même ne croit pas que les nouvelles mini-caméras puissent servir à établir les faits, mais qu'elles sont plutôt censées armer la police pour la nouvelle guerre du storytelling. Bientôt, agents et citoyens ne se rencontreront plus qu'avec des caméras braquées l'une sur l'autre. Un document interne du département de justice (*Implementing a Body-Worn Camera Program*, 2014) démontre que ces circuits de contrôle ont, avant tout, un objectif avoué : modifier les comportements. A souhait, on rappelle le cas de la commune californienne Rialto qui grâce à l'introduction des body cams permit de réduire, entre 2012 et 2013, de 60% les excès de violence du côté des forces de police et de 60% les plaintes contre celles-ci.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le philosophe Jeremy Bentham, à qui l'on doit l'introduction du concept de «transparence» dans le débat politique, avait déjà formulé ce principe : tout sujet qui se sent observé adoptera automatiquement un comportement plus correct. Il y a deux siècles, Bentham se demandait encore à l'aide de quelles architectures on pourrait réaliser une telle visibilité totale - sur le modèle de la prison idéale, le Panoptique, il envisageait de soumettre d'autres comportements sociaux au contrôle extérieur. Le best-seller du romancier américain Dave Eggers *The Circle*, en cours de traduction en français, dépeint un avenir anti-utopique, où tout cela est déjà réalisé : tout un chacun sera équipé de caméras individuelles, appelées *SeeChange*, qui astreindront les sujets à contrôler leurs moindres faits et gestes. Au fond, c'était déjà ce qu'avait répondu le PDG de Google Eric Schmidt, lorsque l'on reprochait à son entreprise de transmettre des données aux gouvernements et aux services secrets : «*Si vous souhaitez que personne ne soit au courant de certaines choses que vous faites, peut-être que vous ne devriez tout simplement pas les faire.*»

**Emmanuel ALLOA Maître de conférences en philosophie**